



Produits alimentaires et de consommation du Canada

Mémoire prébudgétaire

Février 2016

Produits alimentaires et de consommation du Canada (PACC) se réjouit de pouvoir répondre aux quatre questions posées dans le contexte des consultations prébudgétaires de 2016 menées par le gouvernement fédéral.

PACC constitue le plus grand regroupement sectoriel, représentant les entreprises qui fabriquent et distribuent la grande majorité des aliments, des boissons et des produits de consommation que l'on trouve dans les magasins et les foyers. Notre effectif est vraiment national, fournissant des emplois à valeur ajoutée aux Canadiens des milieux urbains et ruraux dans plus de 170 circonscriptions fédérales de toutes les régions du pays.

Notre industrie est le plus gros employeur du secteur de la fabrication au Canada, offrant à quelque 300 000 Canadiens des emplois de qualité dans plus de 6 000 établissements de fabrication de toutes les régions du Canada. L'industrie de la fabrication des produits alimentaires et de consommation a une présence économique importante dans des milliers de collectivités du Canada et elle est bien placée pour jouer un rôle encore plus grand.

Nos recommandations décrivent comment positionner stratégiquement le Canada pour qu'il réussisse dans une économie mondiale à base de savoir où la concurrence est acharnée tout en créant des emplois pour les Canadiens de la classe moyenne et en conservant notre environnement. Ces mesures aideront à diversifier notre économie et à sortir le Canada de sa dépendance des denrées en faveur d'une croissance de la production à valeur ajoutée.

Nos recommandations visent notamment à :

- élaborer une stratégie nationale de fabrication à valeur ajoutée;
- fournir aux manufacturiers de l'aide à l'investissement pour qu'ils innovent, modernisent et prennent de l'expansion;
- lancer une consultation sur l'élimination des tarifs imposés sur les ingrédients importés utilisés dans la transformation agroalimentaire;
- moderniser la réglementation et veiller à ce que les changements reposent sur des connaissances scientifiques consensuelles solides;
- élargir un accès réel aux marchés internationaux;
- suivre une stratégie nationale et coordonnée de gestion des emballages.

1. Selon vous, comment pouvons-nous mieux soutenir notre classe moyenne?

Les Canadiens de la classe moyenne comptent sur de solides collectivités où ils vivent, travaillent et élèvent leur famille. Pour que les collectivités du Canada soient viables et contribuent positivement à la qualité de vie des Canadiens, elles doivent offrir des occasions économiques à leur population sous forme d'un emploi stable.

Une collectivité solide repose sur l'emploi. Lorsque les Canadiens ont un emploi, l'assiette fiscale s'étend et appuie les investissements critiques dans les infrastructures, les transports, les services et les initiatives communautaires. L'emploi appuie aussi les entreprises locales qui jouent un rôle important en servant la collectivité, en offrant plus de commodité à leurs habitants et en améliorant leur bien-être.

Il faut une approche inclusive qui appuie mieux tous les Canadiens de la classe moyenne, y compris le cinquième de la population qui habite les milliers de collectivités rurales situées en dehors des centres urbains du Canada. Comme elle est le plus important employeur du secteur manufacturier dans les régions rurales du Canada, notre industrie joue un rôle sans pareil et crucial en établissant des liens entre les Canadiens urbains et ruraux grâce aux débouchés économiques.

En milieu rural, les fabricants de produits alimentaires appuient les agriculteurs en leur offrant un marché prévisible et commode pour les aliments de grande qualité et salubres qu'ils produisent. Les agriculteurs et les fabricants de produits alimentaires du Canada conjuguent leurs efforts pour produire certains des aliments les plus dignes de confiance au monde. Notre industrie offre aussi des possibilités d'emploi en dehors de la ferme aux habitants des milieux ruraux, ainsi que d'innombrables emplois indirects d'un bout à l'autre du Canada.

Le gouvernement a une occasion d'aider des collectivités à attirer des emplois et il faut à cette fin que tous les ordres de gouvernement conjuguent mieux leurs efforts. Des investisseurs intéressés sont toujours aux prises avec la frustration, car de multiples ordres de gouvernement les orientent dans des directions différentes à cause de l'excès de formalités administratives et du manque de coordination.

Le gouvernement a une occasion de jouer un rôle de leadership auprès des municipalités et des provinces afin d'aider à attirer des emplois de la classe moyenne dans des collectivités d'un bout à l'autre du Canada en améliorant la coordination et offrant des mesures incitatives à des investisseurs intéressés. Ces activités devraient faire partie de la stratégie du gouvernement sur la fabrication.

2. Quelles infrastructures sont les plus susceptibles de favoriser la croissance de l'économie, la protection de notre environnement et l'atteinte de vos priorités locales?

Nous devons concentrer les investissements dans l'infrastructure qui aide à garder des emplois dans la fabrication à valeur ajoutée et à en augmenter le nombre pour la classe moyenne des collectivités d'un bout à l'autre du Canada.

L'engagement que le gouvernement fédéral a pris à l'égard de l'innovation dans le cadre du programme d'innovation et le fonds d'investissement à valeur ajoutée liée à l'agroalimentaire

nous encourage. Nous nous réjouissons aussi de la prorogation à long terme du taux de déduction pour amortissement accéléré qui joue un rôle crucial en stimulant les investissements dans notre secteur.

Les manufacturiers ont besoin d'installations modernes pour être productifs et concurrentiels au Canada et à l'étranger. Notre industrie a toutefois un besoin urgent d'immobilisations afin de maintenir sa présence au Canada.

Il faut davantage d'incitatifs pour encourager les manufacturiers de produits alimentaires et de consommation à réinvestir dans leurs usines canadiennes ou à ouvrir de nouvelles installations modernes. D'autres pays livrent une concurrence acharnée pour attirer ces investissements et le Canada doit être de la partie si nous voulons garder des emplois à valeur ajoutée au pays et en augmenter le nombre.

D'autres investissements affectés à l'automatisation et à la robotisation dans les usines canadiennes sont la clé de l'amélioration de la productivité et du maintien de la compétitivité dans une économie mondiale. Nous appuyons donc les recommandations suivantes présentées par la Coalition des manufacturiers du Canada :

- Adopter un fonds de démonstration de technologies non remboursable voué à accélérer l'automatisation et la robotisation dans l'industrie afin de permettre aux manufacturiers de vérifier les coûts, les avantages et les rendements de l'investissement dans leurs procédés de production.
- Mettre en œuvre un crédit d'impôt permanent pour l'adoption de l'automatisation ou de la robotisation dans l'industrielle.

Compte tenu des difficultés particulières que connaissent les manufacturiers canadiens de produits alimentaires, comme en témoignent les fermetures récentes d'usines, il faut aussi créer un fonds propre au secteur. Nous appuyons l'excellent travail et les recommandations de la Table ronde de l'industrie de la transformation des aliments visant à créer un fonds d'investissement sans pareil pour les fabricants de produits alimentaires. La Table ronde a proposé de chercher à obtenir du gouvernement un financement de 400 à 800 millions de dollars en cinq ans pour appuyer une augmentation importante des investissements (qui pourraient atteindre 8 milliards de dollars) dans le secteur. Nous appuyons fermement la recommandation de la Table ronde afin de :

- créer un fonds d'innovation agroalimentaire pour aider à moderniser l'industrie canadienne des aliments et boissons.

L'appui aux fabricants canadiens pour qu'ils innovent et intensifient l'automatisation constitue un investissement stratégique crucial. Les installations dont les chaînes de production sont efficaces ne sont pas seulement plus concurrentielles : elles produisent aussi moins de déchets, ce qui réduit leur empreinte environnementale.

3. Comment pouvons-nous assurer la croissance de l'économie, protéger l'environnement et respecter les priorités locales tout en nous assurant de faire en sorte que les personnes les plus vulnérables ne soient pas laissées pour compte?

Pour qu'il y ait croissance économique au Canada, il faut cesser de compter sur les denrées et être plutôt conscients des possibilités de croissance future qu'offre la production à valeur ajoutée. Cette stratégie pivote sur un secteur de la fabrication concurrentiel.

Nous sommes très heureux que le gouvernement reconnaisse que la fabrication joue un rôle essentiel en contribuant à la qualité de vie des Canadiens de la classe moyenne de localités d'un bout à l'autre du Canada. Nous avons hâte de collaborer de près avec le gouvernement pour que l'avenir du secteur manufacturier devienne une priorité.

Le Canada peut devenir un chef de file mondial en production alimentaire – nous avons de nombreux atouts qui font de nous un endroit enviable où investir. Afin de prendre de l'expansion et de maintenir sa compétitivité mondiale, le Canada a besoin d'un plan solide pour exploiter nos avantages concurrentiels. PACC est déterminé à collaborer avec le gouvernement pour élaborer une stratégie nationale sur la fabrication à valeur ajoutée et axée clairement sur notre secteur.

Au cours d'une récente réunion de la Table ronde de l'industrie de la transformation des aliments, des fabricants de produits alimentaires de toutes tailles d'un bout à l'autre du Canada ont indiqué que l'accès à des intrants vendus à des prix concurrentiels constituait un obstacle clé à la croissance. Il y a actuellement 57 % des biens agricoles qui sont toujours frappés de tarifs dont le taux moyen atteint environ 5 %.

PACC se réjouirait de toute discussion sur les réductions des tarifs imposés aux ingrédients importés utilisés dans la transformation agroalimentaire décrits dans les chapitres 1 à 24 du tarif, et des discussions qui viseront à éliminer les tarifs lorsqu'il est sensé de le faire. La réduction de certains tarifs pourrait permettre aux manufacturiers de baisser leurs coûts de production non recouvrables, de rendre leurs activités plus concurrentielles et d'améliorer leur capacité de faire concurrence sur les marchés nationaux et étrangers.

Étant donné la complexité du régime tarifaire et comme plus de 6 000 installations de fabrication de produits alimentaires au Canada pourraient en ressentir les effets, PACC appuie la tenue d'une consultation minutieuse. Nous avons hâte de collaborer de près avec le gouvernement pour réduire les tarifs dans le but commun d'appuyer la fabrication de produits alimentaires au Canada.

Afin de rendre notre industrie encore plus concurrentielle, nous avons besoin d'un cadre de réglementation moderne reposant sur des données scientifiques solides. Des règlements plus prévisibles et à l'écoute encourageraient les entreprises à lancer de nouveaux produits et à utiliser des procédés innovateurs, ainsi qu'à prendre de l'expansion au Canada. Pour les familles canadiennes, la réforme de la réglementation élargirait l'éventail des choix de produits innovateurs dans les magasins.

À cette fin, Santé Canada a besoin de ressources supplémentaires pour moderniser rapidement la réglementation sur les produits alimentaires et de consommation du Canada. Un financement

suffisant s'impose aussi pour appliquer la nouvelle réglementation sur la salubrité des aliments de l'Agence canadienne d'inspection des aliments et pour aider les entreprises à s'y conformer. Il importe que les changements réglementaires reposent sur des principes scientifiques éprouvés et ne mettent pas en danger l'intégrité de notre système respecté sur la scène internationale. Les modifications de l'étiquetage des aliments, par exemple, doivent reposer sur les éléments de preuve les plus fiables et utiles pour les Canadiens dans les efforts qu'ils déploient pour faire les choix nutritionnels qui sont les bons pour eux.

L'expansion de l'accès aux marchés mondiaux pour les produits fabriqués au Canada et l'élimination des barrières non tarifaires favoriseraient aussi la croissance économique. Nous reconnaissons qu'il faut prendre de l'expansion outre-frontière, dans des marchés émergents. Il est aussi crucial d'améliorer les échanges commerciaux avec notre voisin du Sud et c'est pourquoi nous appuyons le Conseil Canada-États-Unis de coopération en matière de réglementation.

La croissance de l'économie est compatible avec un environnement durable. Nos membres sont voués à protéger nos ressources et prennent très au sérieux leur rôle pour contribuer à réduire les émissions de gaz à effet de serre. Même si l'industrie de la fabrication de produits alimentaires, de boissons et de produits de consommation n'est pas considérée comme un gros émetteur de carbone au Canada – elle produit moins de 1 % du total des émissions –, nous reconnaissons l'importance de mesures collectives mondiales pour lutter contre les changements climatiques.

Le gouvernement fédéral a l'occasion de jouer un rôle de chef de file dans le détournement des déchets d'emballage – secteur où nous sommes très actifs, ce qui aura des retombées positives sur l'environnement.

Ces programmes sont actuellement réglementés individuellement par les gouvernements provinciaux, ce qui entraîne de multiples obligations, crée des inefficiences et suscite la confusion à la fois dans l'industrie et chez les consommateurs. Une approche nationale et coordonnée des programmes de gestion des emballages d'un bout à l'autre du Canada accroîtrait les économies d'échelle, offrirait plus de clarté tant aux entreprises qu'aux Canadiens et produirait en retour des retombées environnementales plus importantes en améliorant les taux de recyclage, détournant des déchets des décharges publiques et réduisant les émissions de gaz à effet de serre.

4. La mise en œuvre de ces nouvelles priorités et initiatives est-elle réaliste? Nous aiderait-elle à assurer la croissance de notre économie?

Nos recommandations décrivent comment positionner stratégiquement le Canada pour qu'il réussisse dans une économie mondiale axée sur l'innovation et le savoir, où la concurrence est acharnée, tout en conservant des emplois pour les Canadiens de la classe moyenne, en augmentant leur nombre et protégeant notre environnement.

Comme la population mondiale atteindra 9,6 milliards d'habitants en 2050, les fabricants peuvent jouer un rôle vital dans l'alimentation du monde grâce à nos produits faits au Canada et dignes de confiance. Investir dans notre industrie, c'est investir dans l'avenir. Nous avons hâte de collaborer avec le gouvernement pour aider à nous positionner de façon à répondre à la demande mondiale croissante d'aliments.

Les investissements dans notre industrie sont aussi très efficaces. Comparativement à d'autres secteurs manufacturiers, la production et les effets multiplicateurs des emplois de la fabrication d'aliments et de boissons sont importants – par exemple, ces facteurs sont plus élevés que dans des industries comme l'automobile et l'aérospatiale. Pour chaque tranche d'un million de dollars de plus en production (directe) générée par l'industrie de la fabrication d'aliments et de boissons, l'économie génère 1,23 million de dollars de plus en production indirecte et crée neuf emplois supplémentaires, directs et indirects (source : Multiplicateurs nationaux d'entrées-sorties en 2010 de Statistique Canada).

En étroite collaboration avec la Table ronde de l'industrie de la transformation des aliments, nous croyons que nos recommandations sont réalisables et aideront le Canada à se positionner comme panier alimentaire du monde. Cette approche nous aidera à atteindre les buts décrits par la Table ronde, qui consistent à :

- a. reconnaître le secteur de la fabrication des aliments et boissons comme une industrie stratégique;
- b. propulser les ventes de 105 à 135 milliards de dollars d'ici à 2020;
- c. hausser le niveau de transformation en aliments de produits agricoles pour le faire passer de 38 à 45 % d'ici à 2020;
- d. propulser les exportations de 27 à 35 % d'ici à 2020.

Pour atteindre ces buts, une stratégie multilatérale axée sur la collaboration entre le gouvernement et l'industrie s'impose. Comme nous sommes depuis longtemps membre actif de la Table ronde, nous continuerons d'appuyer son travail afin de faire reconnaître la contribution de notre secteur à l'économie, de moderniser notre présence canadienne, d'encourager l'innovation et d'aider à augmenter les exportations mondiales.

Merci.

Carla Ventin
Vice-présidente, Affaires gouvernementales fédérales



Membres

